

Aide

Apesa 28 propose une prise en charge psychologique aux entrepreneurs du département

CHARTRES ECONOMIE SOCIAL

Publié le 08/07/2019 à 16h42



Sandrine Foucault, président d'APESA 28 © agence de Chartres

Apesa (aide psychologique pour les entrepreneurs en souffrance aiguë) propose un suivi aux entrepreneurs en difficulté. Depuis 2017, le tribunal de commerce de Chartres a mis ce dispositif en place.

Le soutien. Voici le mot-clé du dispositif Apesa 28 (aide psychologique pour les entrepreneurs en souffrance aiguë). Mais en quoi ça consiste ? « Pour les entrepreneurs, la vie n'est pas toujours un long fleuve tranquille », indique Sandrine Foucault, présidente d'Apesa 28. Certaines difficultés peuvent amener ces chefs d'entreprises devant le tribunal de commerce, « c'est ainsi que naissent parfois dépressions et idées noires ».

Cinq séances offertes

Et c'est là qu'intervient Apesa 28. Première étape : les sentinelles détectent la souffrance d'un chef d'entreprise. Un échange s'installe ensuite avec la personne en difficulté et elle remplit, si elle le souhaite, une fiche alerte, qui est immédiatement transmise à une plateforme dédiée. Étape suivante : un psychologue coordinateur évalue la situation et envoie la personne vers le

psychologue le plus proche. Cinq séances de soin sont offertes. « Une prise en charge psychologique, confidentielle, rapide, gratuite et à proximité de son domicile », confie Sandrine Foucault.

A lire aussi : [Un nouveau dispositif d'accompagnement psychologique pour les patrons d'Eure-et-Loir](#)

Apesa a été créé en septembre 2013, au tribunal de commerce de Saintes (Charente-Maritime). À l'initiative de ce projet, Marc Binnier, greffier, et Jean-Luc Douillard, psychologue clinicien. En 2017, le tribunal de commerce de Chartres devient le 11^e tribunal à intégrer ce dispositif.

L'objectif principal de la structure eurélienne : la mise en place d'une formation sentinelle, « pour que diverses personnes, autres que les juges, soient des détecteurs. Comme des greffiers ou des mandataires de justice », explique la présidente. Cette dernière souhaite également lancer une action de communication pour faire connaître cet accompagnement aux plus fragiles, « toujours dans le but d'aider un chef d'entreprise qui vient de vivre un tsunami ».

En chiffres

43 tribunaux bénéficient du dispositif Apesa en France.

15 sentinelles sont présentes sur le territoire chartrain.

12 psychologues référencés à Chartres.

1 fiche alerte par mois, en 2018, au tribunal de commerce de Chartres.

Élodie Pradel

CHARTRES ECONOMIE SOCIAL

A LIRE SUR L'ÉCHO RÉPUBLICAIN

Justice - "La bourse ou la vie" : un homme devant le tribunal de Chartres après avoir tué accidentellement sa belle-mère

Fait divers - Station d'épuration incendiée en Yvelines : plusieurs tonnes de poissons morts